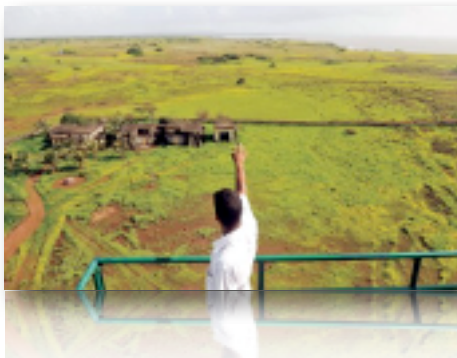


Les projets nucléaires d'Areva à Jaitapur, en Inde : catastrophe à l'horizon ?

Le gouvernement indien prévoit de construire la plus grande centrale nucléaire du monde à Jaitapur, dans l'État occidental du Maharashtra. Cette centrale doit utiliser la technologie EPR développée par Areva. Le site choisi, qui regorge d'une riche biodiversité, est également caractérisé par une activité sismique élevée. Pour ses critiques, le projet est un pari risqué, coûteux et dangereux pour la santé et pour la terre. Il est aussi violemment contesté par les populations locales. Alors qu'Areva et le gouvernement indien sont en pleines négociations pour finaliser un accord, Tarun Kanti Bose, de l'ONG indienne *Intercultural Resources*, revient sur l'histoire de ce projet et sur les résistances qu'il suscite.

□ Cet article est publié dans le cadre d'un partenariat avec [Ritimo](#) (Réseau d'information et de documentation sur la solidarité internationale et le développement durable) et son réseau de traducteurs bénévoles. Il fait partie d'un ensemble d'articles sur "Luttes populaires autour des problématiques énergétiques et urbaines en Inde". Traduction : Marija Baric.



Le programme nucléaire de l'Inde a été mis en place en 1948, avec l'introduction d'un projet de loi sur l'énergie atomique par le Premier ministre Jawaharlal Nehru.

Cette loi donne à l'État l'exclusivité des "responsabilités et droits exclusifs" sur les questions relatives à l'énergie atomique. En 1969, avec l'aide des États-Unis, l'Inde a lancé son premier réacteur à Tarapur, Maharashtra.

En tant que non-signataire du *Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP)*, l'Inde a été exclue du commerce international de matières premières nucléaires pendant de nombreuses années. Ses centrales nucléaires ont donc été construites en grande partie sans aide ou conseil externe, et en dehors des normes de sécurité de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

En 2008, l'interdiction du commerce international a été levée par le *Groupe des fournisseurs nucléaires (GFN)*, ce qui a ouvert la porte aux pays étrangers souhaitant faire le commerce de matières et de combustibles nucléaires avec l'Inde à des fins civiles. Des accords ont rapidement été signés avec les États-Unis, la France et la Russie, ainsi qu'avec le Canada, la Mongolie, le Kazakhstan, l'Argentine, la Namibie, la Corée du Sud et le Royaume-Uni. Les entreprises étrangères peuvent désormais construire des réacteurs nucléaires en Inde.

L'une de leurs premières victimes potentielles est l'écosystème extraordinaire de la région côtière de Konkan, dans l'État du Maharashtra. Il s'agit d'un haut lieu de biodiversité qui abrite 6000 espèces d'angiospermes (ou plantes à fleurs), de mammifères, d'oiseaux et d'amphibiens, dont 325 sont des espèces menacées.

C'est la source de deux grands fleuves et la zone la plus riche en espèces endémiques de l'Inde.

La *Nuclear Power Corporation of India Limited (NPCIL)* prévoit d'y installer six réacteurs de 1 650 mégawatts, dans le port de Jaitapur, district de Ratnagiri. La centrale sera dotée de "réacteurs pressurisés européens" (EPR) conçus par la société française Areva.



Le gouvernement indien a ignoré les protestations et a acquis de force 2 300 hectares en utilisant une loi qui avait été mis en place sous l'Empire britannique. Cette loi, destinée à acquérir des terres à des "fins publiques", a de plus en plus été utilisée au profit des entreprises privées pour faire avancer des projets qui mettent les populations locales en danger. À mesure que les travaux de construction avanceront à Jaitapur, les montagnes seront aplanies, les arbres déracinés, les ports rasés, et une économie florissante basée sur l'agriculture, l'horticulture et les activités de pêche sera détruite, mettant en péril la survie de 40 000 personnes.

Le projet nucléaire de Jaitapur

Jaitapur est prévue pour être la plus grande centrale nucléaire au monde. Areva a été impliquée dès 2006 dans le projet. Avant même que le *Groupe des fournisseurs nucléaires (GFN)*, composé de 45 États membres, ait décidé en septembre 2008 de faire une exception pour l'Inde, New Delhi avait commencé à agiter la carotte de ce marché lucratif. Cela s'est fait sans l'autorisation de la *Reserve Bank of India*, sans qu'une évaluation technique des réacteurs ne soit effectuée, ni d'étude transparente et complète sur les implications de l'expansion du nucléaire à une telle échelle.

Concernant la sécurité énergétique de l'Inde, aucune évaluation de la pertinence de la production d'énergie nucléaire à grande échelle n'a été menée non plus. La *NPCIL* n'a pas lancé d'appel d'offres global pour ses réacteurs, mais a présélectionné les EPR d'Areva, ainsi que les réacteurs de *Westinghouse Electric Company*, de *General Electric-Hitachi* et de *Rosatom* (l'Agence fédérale de l'énergie atomique russe). Pour sa part, la France s'est toujours montrée très désireuse d'exploiter le marché émergent du nucléaire en Inde, potentiellement très lucratif. Non seulement la France n'a pas condamné l'Inde pour ses essais nucléaires en 1998, mais elle a également promis à l'Inde l'accès à ses technologies d'enrichissement et de retraitement, et lui a garanti un approvisionnement en combustible.

En anticipation de l'autorisation du *Groupe des fournisseurs nucléaires*, les discussions préalables ont démarré à la mi-2006 et un protocole d'entente a été signé entre la *Nuclear Power Corporation* et le gouvernement du Maharashtra en septembre 2006. Une antenne locale de la *NPCIL* a fait son apparition près du village de Madban début 2007. Moins d'un mois après l'autorisation du *Groupe des fournisseurs nucléaires (GFN)* en septembre 2008, l'Inde et la France ont signé un accord-cadre nucléaire. L'accord pour les deux premiers des six EPR envisagés a été signé en décembre 2010 par

Areva et la NPCIL. Cet événement a également été marqué par l'autorisation accordée dans la précipitation au projet par le Ministère indien de l'Environnement et des Forêts.

Les villageois de Jaitapur confrontés au déplacement et la destruction

Le projet nucléaire de Jaitapur devrait s'étendre sur 968 hectares de terres et entraînerait la disparition de cinq villages (Madban, Nivel, Karel, Mithgavane et Varliwada), dont la population totale est de 40 000 personnes. Les habitants de la région ont reçu les ordres officiels d'acquisition de terrains en 2007 et, en janvier 2010, le gouvernement du Maharashtra avait finalisé l'acquisition de 938 026 hectares. Les villageois se sont vus offrir 2,86 roupies indiennes (0,036 euro) par mètre carré pour les terres stériles et 3,70 roupies (0,046 euros) par mètre carré pour les terres cultivables, ce qui équivaut à 125 000 roupies et 160 000 roupies par acre (1570 et 2000 euros). Ce montant a ensuite été porté à 400 000 roupies par acre (environ 5000 euros) et plus récemment à 1 000 000 roupies par acre (12 500 euros), accompagné de la garantie d'un emploi pour chaque famille touchée. Cependant, en dépit de l'acquisition forcée de terres, seulement 114 des 2 375 familles touchées ont réclamé l'indemnité offerte ; toutes les autres ont refusé de prendre les chèques en signe de protestation.

La NPCIL a qualifié 65% des terres acquises de stériles. Cela a profondément choqué la population locale parce que cette terre est en fait très fertile et produit en abondance du riz, des céréales, la plus célèbre mangue du monde (variété "Alphonso"), des noix de cajou, des noix de coco, du kokum, des noix de bétel, des ananas et d'autres fruits.

Hormis l'agriculture et l'horticulture, la région de Jaitapur-Madban possède une économie de pêche importante. Les réserves de poisson seront également affectées car la centrale déversera quotidiennement 52 000 millions de litres d'eau chaude dans la mer d'Arabie, ce qui augmentera considérablement la température de l'eau.

En outre, les autorités communautaires de Jaitapur craignent qu'une fois opérationnel, le dispositif complexe du projet mette en péril le libre usage par les pêcheurs des deux ruisseaux de Jaitapur et Vijaydurg.

Pravin Gavankar, président de *Sanhit Seva Samiti* (le comité de protection sociale *Sanhit*), une organisation militante locale opposée à la centrale, déclare :

"Le village fournit un abri pour environ 650 chalutiers. Chaque chalutier donne du travail à 12 hommes, ce qui signifie des revenus pour 12 familles. Si la centrale est effectivement construite à Jaitapur, les eaux chaudes du réacteur ... détruiront les prises et l'ensemble de ces 12 familles seront touchées d'un seul coup".

Selon le *Maharashtra Macchimar Kruti Samiti* (le comité d'action sociale des pêcheurs), sept villages de pêche sont menacés par le projet. Même si les poissons ne disparaissent pas de la région de Jaitapur, l'industrie de la pêche pourrait quand même être irrémédiablement affectée par la seule présence de la centrale nucléaire.

Une grande quantité de poisson est en effet exportée vers l'Europe et le Japon où des "certificats de capture" - la déclaration de la qualité des zones de pêche - sont obligatoires. Ces pays développés peuvent refuser les poissons pêchés à proximité d'un réacteur nucléaire.

Réacteur pressurisé européen : un problème nucléaire, pas une solution énergétique

À ce jour, aucun EPR n'a été achevé et mis en service dans le monde. Il existe quatre chantiers d'EPR à divers stades de construction, et deux d'entre eux sont déjà confrontés à de graves problèmes.

Areva a vendu le premier EPR à la Finlande, et sa construction a débuté en 2005. Plusieurs problèmes de conception et de construction ont retardé le démarrage de cette centrale, avec une hausse des coûts de 50%. La France elle-même a décidé de construire le deuxième EPR, et la construction de cette unité a commencé en décembre 2007. Les problèmes de sécurité et de construction très similaires ont conduit à une hausse des coûts de 50% et à des délais importants. La Chine a acheté deux EPR, mais reste prudente à l'égard des dates de fin de chantier fixées.

En octobre 2009, se rendant compte que l'EPR rencontrait des difficultés, le gouvernement français a commissionné François Roussely, ancien président d'Électricité de France (EDF), afin d'évaluer l'EPR ainsi que de l'industrie nucléaire française en général. Le rapport Roussely (juillet 2010) a conclu que la crédibilité de l'EPR a gravement été entachée par les problèmes des deux réacteurs en cours de construction. Roussely a notamment déclaré :

"La complexité de l'EPR vient de choix de conception discutables... Cela représente certainement un handicap pour sa construction et son coût - l'EPR doit donc être davantage optimisé en fonction des retours sur les EPR en cours de construction."

Une partie des problèmes rencontrés lors de la construction des deux EPR se rapportent à un mauvais contrôle de qualité et de construction. Les défauts signalés comprennent la mauvaise fabrication du pressuriseur et de la cuve du réacteur en Finlande, des fissures dans le béton sur les deux sites, et des soudures défectueuses dans les coques de confinement en acier. L'un des graves défauts de conception signalé à Areva dans une lettre commune des autorités de sûreté nucléaire française, finlandaise et britannique, est l'absence de redondance adéquate dans la conception des normes et du système de contrôle ; un problème de sécurité qui n'a pas encore été résolu.

L'EPR présente d'autres problèmes fondamentaux de conception qui pourraient causer de graves difficultés lors des phases ultimes d'opération. L'EPR fonctionnera avec de l'uranium enrichi à 5%, contre 3,5% dans les réacteurs à eau pressurisée (REP) traditionnels. Ce carburant amélioré est vanté comme un avantage de l'EPR.

Ce que personne n'a mis en évidence est que ce taux de combustion plus élevé conduira aussi à un plus fort taux de toxicité des déchets radioactifs.

Selon une étude menée par EDF, les déchets EPR contiendront environ quatre fois plus de brome, d'iode et de césium radioactifs que ceux des REP traditionnels ; d'autres rapports évoquent des chiffres plus élevés encore.

Au-delà même du coût du réacteur en lui-même, la Nuclear Power Corporation of India devra prévoir d'autres dépenses. Parmi celles-ci, les coûts importants de stockage et d'élimination des déchets radioactifs, le coût du démantèlement, les importants frais de sécurité physiques supplémentaires occasionnés (batteries antiaériennes, déploiement supplémentaire de la Garde côtière, etc.), l'augmentation substantielle des coûts de combustible nucléaire au fil des ans, et ainsi de suite.

Si aucune transparence n'est exigée de la part de la NPCIL, ces coûts seront placés sous d'autres lignes budgétaires et, dans les faits, deviendront une subvention occulte des contribuables.

Mobilisation populaire et campagne de résistance

Les habitants de la région de Jaitapur ont opposé dès le début une résistance courageuse au projet nucléaire. Initialement, l'opposition est venue principalement de Madban et des autres villages directement affectés. Mais très vite, les communautés de pêcheurs, les vendeurs de mangues, les transporteurs et des militants de la société civile district de Ratnagiri, ainsi que de Mumbai et d'autres parties de l'Inde, se sont joints à eux. Le gouvernement de l'État et la NPCIL ont décrié ces manifestations en les attribuant à des "éléments extérieurs". Cependant, l'ensemble des cinq *gram panchayats* (organes locaux démocratiquement élus) de la région ont adopté à l'unanimité des résolutions s'opposant au projet.

Le gouvernement central et la Nuclear Power Corporation sont bien décidés à concrétiser le projet de Jaitapur à n'importe quel prix. La NPCIL et le Département de l'énergie atomique avaient ciblé le site de Jaitapur dès 2003, avant même qu'Areva ait conçu l'EPR et que l'accord-cadre indo-français sur les importations de réacteurs n'ait été signé.

Le gouvernement du Maharashtra pousse dans le même sens. Le ministre en chef de l'État, Prithviraj Chavan, était le ministre d'État de l'Inde pour l'énergie atomique jusqu'en novembre 2010, et il est un ardent partisan de l'énergie nucléaire. Il considère ses détracteurs comme mal informés et des "luddites" anti-développement. Le gouvernement s'est abaissé à dénigrer les critiques du projet à maintes reprises.

Le gouvernement de l'État du Maharashtra a lancé une répression féroce de la population locale qui s'est opposée au projet. Régulièrement, il procède à des arrestations de manifestants pacifiques ou intime des ordres de dispersion. Le gouvernement interdit également les manifestations sur la base de l'article 144 du Code de procédure pénale, qui empêche les "attroupements illégaux", ainsi que le drastique article 37 du code de police de Mumbai, datant de l'époque coloniale.

Le savoir de la population locale, notamment celui des femmes, sur leurs propres conditions de vie et sur leurs droits démocratiques est au cœur du mouvement. Les enfants et les femmes crient *Anu Urja Nako* (non à l'énergie nucléaire) à chaque véhicule qui passe. La région tout entière a fait l'apprentissage de méthodes de non-coopération pacifique et de lutte non-violente contre le gouvernement.

Ces gens s'opposent au projet car il détruira leurs moyens de subsistance, comme ce fut le cas à proximité avec les réacteurs de Tarapur, une autre centrale nucléaire située à proximité. La population de Jaitapur, très instruite, est consciente des risques de radiation et du mauvais bilan du Ministère indien de l'énergie nucléaire (DAE) en matière de sécurité, comme l'illustrent l'exposition de centaines de travailleurs de Tarapur à des doses de radiation supérieures aux limites autorisées, les malformations génétiques causées par l'extraction de l'uranium à Jaduguda (État du Jharkhand), ou encore l'incidence élevée de cancers près des réacteurs nucléaires à différents endroits.

Plus de 95% de ceux dont les terres ont été confisquées ont refusé de prendre l'indemnité d'un million de roupies par acre. Les villageois, face à la répression, pratiquent la non-coopération en refusant de vendre de la nourriture et d'autres biens aux fonctionnaires de l'État. Lorsque le gouvernement a ordonné aux enseignants de manipuler les élèves en leur faisant croire que l'énergie nucléaire était propre et écologique, les parents ont retiré leurs enfants de l'école pendant

quelques jours. Soixante-dix conseillers élus (représentants du *panchayat*) de 10 villages ont démissionné de leurs fonctions.

Un aspect encourageant de la lutte à Jaitapur est que son leadership est entre les mains de la population locale, qui a formé des organisations comme *Janahit Seva Samiti*, *Madban* (Comité populaire, *Madban*), *Konkan Bachao Samiti* (Comité "Sauvons Konkan") et *Konkan Vinashkari Prakash Virodhi Samiti* (Comité de Konkan contre les projets destructeurs).

Le mouvement a également vu la participation de leaders de la société civile d'envergure nationale. Les dirigeants des partis politiques ont également visité la région et ont exprimé leur solidarité avec le mouvement populaire. Des groupes comme *Anumukti* ("Libération de l'atome", la principale revue anti-nucléaire en Asie du Sud) et *Lokayat* ("Organisation du Peuple", un groupe activiste basé dans la ville de Pune dans le Maharashtra) ont joué un rôle crucial dans la sensibilisation des habitants de la région sur les risques de l'énergie nucléaire.

Tarun Kanti Bose

Photos : Tushar Mane @ [Tehelka](#) (une), [Joe Athialy](#) CC.